

Votre enfant a le droit de se faire administrer les médicaments et le régime alimentaire prescrits par le médecin.

Votre enfant a le droit à un examen médical et à une assistance médicale s'il/elle en a besoin. Votre enfant ou vous-même pouvez en faire la demande.



3 DROIT À UN EXAMEN MÉDICAL

Les conversations resteront confidentielles.

Votre enfant a le droit de communiquer avec l'avocat sur son dossier, par écrit ou par téléphone. Son avocat peut également lui rendre visite.

2 DROIT À UN AVOCAT

Votre enfant a le droit d'être informé(e) de manière claire et simple sur ses droits et les aspects généraux du déroulement de la procédure (rôle des autorités concernées, les étapes à venir de la procédure quand cela est possible, etc.)

Cette information doit être communiquée à votre enfant par écrit, oralement ou les deux. S'il/elle ne comprend pas quelque chose, il/elle peut poser la question.

1 DROIT À L'INFORMATION

PRENEZ CONNAISSANCE DES DROITS DE VOTRE ENFANT !



En cas de détention provisoire



Cofinancé par le programme
« Justice » de l'Union européenne

Cette brochure a été créée dans le cadre du projet :

Child-Friendly JT

Droit des mineurs à l'information, à la traduction et à l'interprétation dans les procédures pénales: Développement d'outils pour une justice adaptée aux mineurs
JUST-AG-2016-06-760674

Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation du contenu, qui reflète uniquement le point de vue des auteurs, et la Commission ne peut pas être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.



La détention provisoire s'effectue quand le juge décide de placer votre enfant en détention avant que son procès n'ait lieu.

DÉTENTION PROVISOIRE



Ce sont les personnes qui travaillent dans les cours ou les tribunaux, comme les juges, les magistrats et les procureurs.

QUI SONT LES AUTORITÉS JUDICIAIRES ?

CHARTRE DES DROITS POUR LES MINEURS, EXPLIQUÉE À LEURS MÈRES, LEURS PÈRES OU LEURS TUTEURS LÉGAUX

PRENEZ CONNAISSANCE DES DROITS DE VOTRE ENFANT !

En cas de détention provisoire



Si les autorités judiciaires soupçonnent ou croient que votre enfant a commis un délit et qu'elles décident de le/la placer en détention provisoire, votre enfant a

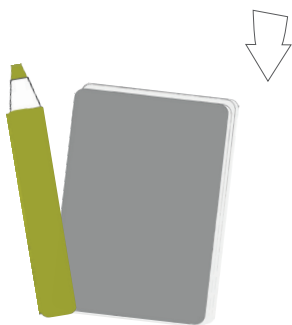
le droit de recevoir des renseignements clairs et détaillés concernant ses droits.

Vous pouvez aider votre enfant à les comprendre.

La brochure suivante vous expliquera ces droits

4 DROIT À L'ÉDUCATION ET À LA FORMATION

Votre enfant a le droit de recevoir une éducation et une formation en fonction de ses besoins.



5 DROIT À LA VIE FAMILIALE

Votre enfant a le droit d'entretenir des contacts réguliers avec ses parents, sa famille et ses amis par le biais de visites et de correspondance.

Il y a parfois des exceptions : lorsque ce n'est pas dans l'intérêt de votre enfant ou lorsque cela peut nuire à la procédure pénale.



6 DROIT DE PARTICIPER AUX PROGRAMMES

Votre enfant a le droit de participer à des programmes qui favorisent son développement.

7 DROIT À LA LIBERTÉ DE RELIGION OU DE CONVICTION

Votre enfant a le droit au respect de sa religion ou de ses croyances.

8 DROIT D'AVISER SA MÈRE, SON PÈRE OU SON TUTEUR LÉGAL

Votre enfant a droit à ce que les personnes qui travaillent dans le lieu où il/elle est détenu(e) présentent à sa mère, son père ou son tuteur légal les mêmes renseignements auxquels il a droit. Par exemple, vous devriez être informé(e) de ses droits et obligations, de son état de santé, etc.

Dans certains cas, il n'est pas dans l'intérêt de votre enfant que vous soyez informé(e). Dans ces situations, il/elle peut demander qu'un autre adulte soit informé. Cet adulte doit être accepté en tant que tel par les autorités compétentes.

Une autre exception concerne les cas où cela pourrait nuire aux procédures pénales.



9 DROIT À UNE ÉVALUATION PERSONNALISÉE

Votre enfant a droit à une évaluation personnalisée. Des professionnels l'interrogeront sur sa famille, ses amis, ses études, etc.

Cette évaluation permettra de connaître ses besoins et aidera à prendre des décisions ou des mesures qui lui conviennent (traitement, cours, ateliers, etc.).

10 DROIT AU RECOURS

Si votre enfant estime que ses droits ne sont pas respectés, il/elle peut déposer une plainte auprès des autorités judiciaires.

11 DROIT DE NE PAS ÊTRE DÉTENU(E) AVEC DES ADULTES

Pendant toute la durée de la détention provisoire, votre enfant a le droit de ne pas être détenu(e) avec des personnes adultes.

Il existe parfois des exceptions, mais celles-ci doivent garantir son bien-être.